

**ARRÊTÉ PORTANT RESTRICTION DE CIRCULATION
RUE EMILE ZOLA**

Le Maire de MAING,

Vu les articles L 2213-1 et L 2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 2-8^{ème} partie- signalisation temporaire), modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifiée par des arrêtés subséquents,

Vu la demande reçue le 04 juillet 2024 par la Société FDTP domiciliée 13 Route de Valenciennes 59530 LE QUESNOY, représenté par Mr DELAMAIDE,

Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures de sécurité afin de permettre la traversée de chaussée pour les travaux de pose de canalisation DN 125 avec raccordement, rue Emile Zola ,

A R R E T E

Article 1 – Période de restriction : du 08 juillet 2024 jusqu'au 31 août 2024 inclus.

Afin de permettre les travaux sus-désignés, la circulation de tous les véhicules se fera par alternat réglé par feux tricolores, rue Emile Zola le temps des travaux et au droit des travaux.

A l'approche des travaux, la vitesse sera limitée à 30km/h, avec une interdiction de dépasser.

Les véhicules en infraction considérés en stationnement gênant (R 417-10, dernier alinéa du code de la route) seront enlevés et mis en fourrière aux frais, risques et périls de leurs propriétaires. Ceux-ci seront poursuivis conformément aux loi et textes en vigueur.

La signalisation temporaire de chantier, conforme à la réglementation en vigueur sera fournie, posée à 100 ml de part et d'autre du chantier et maintenue en bon état de fonctionnement par l'entreprise FDTP – 13 Route de Valenciennes à LE QUESNOY (59530) chargée de l'exécution des travaux. La pose de cette signalisation conditionne la prise d'effet du présent arrêté.

Article 2 – Les prescriptions de l'article 1 ne s'appliquent pas aux véhicules des services communaux, de Police, de secours et de lutte contre l'incendie et aux véhicules des différents concessionnaires en cas d'urgence vitale.

Article 3 – M. le Commissaire Divisionnaire de Police et l'entreprise FDTP sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise au Centre de secours de Valenciennes, à Transvilles, au SIAVED pour le traitement de déchets ménagers et à la Société NICOLLIN pour la collecte.

Fait à MAING, le 04 juillet 2024.



P°/ Le Maire,
L'Adjointe Déléguée,

C. COLLET